



**Les collèges à la tête de la croissance économique soutenue :  
par le truchement de la formation pour la nouvelle économie, l'innovation et  
les équipements aux normes de l'industrie**

**Mémoire présenté par Collèges Ontario au Comité permanent des finances de la  
Chambre des communes sur les consultations financières prébudgétaires 2012**

## Résumé

Étant donné l'incertitude économique qui règne actuellement dans le monde, le gouvernement du Canada doit explorer des moyens de créer les conditions appropriées pour créer des emplois et assurer une croissance économique plus forte. La meilleure façon est de veiller à ce que les collèges canadiens soient en mesure de dispenser la formation dont nous avons besoin pour la nouvelle économie. Le Canada fait face à une grave pénurie de main d'œuvre à laquelle il faut s'attaquer pour assurer la prospérité à long terme. Les employeurs de tous les secteurs de l'économie canadienne ont besoin de personnes ayant des compétences avancées afin de pouvoir innover et créer de nouveaux emplois. De plus, les collèges ont besoin de technologies à la fine pointe pour que les étudiants puissent recevoir une formation au moyen des équipements considérés comme satisfaisants par l'industrie, de telle sorte qu'ils puissent rapidement répondre aux besoins de leurs employeurs. Les collèges peuvent aider le gouvernement à positionner l'économie canadienne de façon à pouvoir affronter cette tempête financière et à s'en sortir en tant que chefs de file dans le cadre d'un processus de croissance économique soutenue.

Collèges Ontario présente les recommandations suivantes :

### 1. **Mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de compétences**

- La pénurie de main d'œuvre à l'échelon national constitue une menace posée à la prospérité du Canada. En conclusion d'un rapport récent, il est précisé que, uniquement en Ontario, plus de 700 000 personnes seront inemployables parce que leur niveau d'études et leurs compétences sont insuffisants. En même temps, en raison de l'arrivée à la retraite des baby-boomers et étant donné le manque de qualification de la main d'œuvre, environ 1,3 million d'emplois qui se libéreront dans tous les secteurs de l'économie demeureront non comblés.
- Le gouvernement doit élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de compétences. La coordination de l'information destinée aux chercheurs d'emploi annoncée récemment marque un pas dans la bonne direction mais il faut faire davantage pour renforcer la compétitivité du Canada.

- Le gouvernement devrait séparer le volet enseignement postsecondaire du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) afin d'assurer que les Canadiens reçoivent la formation nécessaire pour obtenir de bons emplois et pour combler les lacunes au niveau des compétences.
- Il faut négocier un nouvel accord sur le marché du travail qui renforce la position des collègues pour ce qui est d'offrir des possibilités de formation et de perfectionnement aux Canadiens.
- Les collègues travaillent en collaboration étroite avec les employeurs pour la conception des programmes et ils pourraient contribuer positivement à la mise en œuvre du programme « Helmet to Hardhats ».

## **2. Les collègues devraient avoir accès aux fonds « sectoriels » déjà annoncés dans le budget de 2011 pour profiter de l'innovation induite par le secteur industriel**

- Les collègues sont satisfaits des engagements pris dans le budget de 2011 qui envisage pour eux un rôle rapidement élargi dans le domaine de l'innovation induite par le secteur industriel. Le gouvernement a montré son leadership en appuyant l'innovation au niveau du secteur collégial –des chaires de recherche industrielle dans les collèges; davantage de projets de commercialisation réalisés conjointement par les collèges et les universités; l'adoption par les PME des technologies de l'information et des communications.
- Les collègues sont idéalement positionnés pour aider le gouvernement à atteindre son objectif en matière de stimulation de l'innovation dans des secteurs clés, comme indiqué dans le budget de 2011 – la compétitivité en aérospatiale, la commercialisation des innovations en agriculture, la technologie propre, l'énergie propre et l'efficacité énergétique, la recherche sur le climat et les conditions atmosphériques. Les fonds déjà alloués dans le budget de 2011 devraient être affectés aux collèges afin d'aider les secteurs déjà désignés dans le dernier budget à accroître leur compétitivité.

- Les collèges sont impatients de participer aux consultations dans le cadre de l'examen de l'appui du gouvernement fédéral à la recherche et au développement.

3. **Un investissement de 500 millions de dollars sur cinq ans permettra aux collèges du Canada d'assurer que les équipements servant à la formation satisfont aux normes de l'industrie à l'appui des programmes existants, nouveaux et spécialisés dans les collèges.**

- Pour répondre aux besoins de l'économie en matière de main d'œuvre hautement qualifiée, les programmes collégiaux ont besoin d'équipements servant à la formation à la fine pointe pour appuyer l'apprentissage et grâce auxquels les diplômés qui arrivent sur le marché du travail possèdent des compétences à jour qui répondent aux besoins des employeurs.
- Étant donné les restrictions financières récentes, il est maintenant nécessaire de renouveler le matériel utilisé pour la formation dans un large éventail de programmes collégiaux. Les investissements récents visant à stimuler l'économie marquent un pas dans la bonne direction mais une aide financière additionnelle de l'État est nécessaire pour assurer que, parmi les nouvelles installations aménagées grâce à ces fonds, se trouvent des laboratoires de grande qualité dotés d'équipements aux normes de l'industrie.

## **Stratégie nationale en matière de compétences**

Une crise économique se dirige droit sur nous. Dans dix ans à peine, deux tendances extrêmement lourdes entreront en collision : le vieillissement de la population et la nouvelle économie du savoir. Uniquement en Ontario, plus de 700 000 personnes seront inemployables parce que leur niveau d'études et leurs compétences sont insuffisants. En même temps, en raison de l'arrivée à la retraite des baby-boomers et étant donné le manque de qualification de la main d'œuvre, environ 1,3 million d'emplois qui se libéreront dans tous les secteurs de l'économie demeureront non comblés. Ce tableau est présenté dans le rapport de Rick Milner intitulé *People Without Jobs, Jobs Without People*.

En ces périodes économiques difficiles, des secteurs clés de l'économie du Canada éprouvent des difficultés. En conséquence, beaucoup de vieux travailleurs cherchent désespérément une nouvelle carrière pour faire vivre leur famille. La faible demande en exportations des États-Unis, les prix élevés de l'énergie et le dollar canadien fort ne feront qu'aggraver la situation. Cependant, alors même que se pose cette menace de pertes d'emplois, de nombreux employeurs sont incapables de trouver des travailleurs qualifiés, notamment dans les secteurs comme la fabrication, le tourisme, l'électricité, les finances et les ressources. La pénurie de main d'œuvre hautement qualifiée aura pour effet d'entraver la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en plus de causer la stagnation de l'économie canadienne et une baisse de la compétitivité du Canada.

L'ancien ministre des Ressources humaines et du Développement social, Monte Solberg, a qualifié la pénurie de main d'œuvre qui commence à se faire sentir au Canada de [traduction] « plus important défi posé à notre pays ». Face à cette menace, le gouvernement fédéral devrait avoir comme priorité première l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de compétences déjà promise, et les collègues devraient jouer un rôle fondamental à ce chapitre.

Le gouvernement fédéral a amélioré les politiques en matière d'immigration mais les immigrants seuls ne peuvent régler ce problème, tandis que le Canada fera concurrence avec de nombreux autres pays pour attirer des travailleurs qualifiés. Nous devons investir dans les gens d'ici afin de leur donner les compétences nécessaires pour occuper des emplois stables à long terme.

Les employeurs auront besoin d'un nombre accru de travailleurs qualifiés tandis que les technologies changent et que la concurrence pour attirer des clients s'intensifie. La population vieillissante et la nouvelle économie du savoir menacent la prospérité du Canada. La récession a ralenti cette tendance dans une certaine mesure mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés.

Le gouvernement devrait séparer le volet enseignement postsecondaire du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS). Pour assurer que les Canadiens reçoivent la formation nécessaire pour améliorer leur niveau de vie, obtenir de bons emplois et combler les lacunes au niveau des compétences, un transfert canadien en matière de formation postsecondaire est requis.

Les collèges attendent aussi avec impatience de travailler avec le gouvernement à la mise en œuvre du programme « Helmet to Hardhats ». Les collèges travaillent en collaboration étroite avec les employeurs pour la conception de programmes qui satisfont aux exigences de l'industrie; de plus, nous pouvons aider les anciens combattants et les membres des Forces canadiennes démobilisés à recevoir la formation dont ils ont besoin pour occuper de bons emplois.

Les collèges sont heureux de l'annonce faite récemment par la ministre des Ressources humaines, l'honorable Diane Finley, concernant l'élaboration d'une approche nouvelle proactive afin de coordonner l'information dont les chercheurs d'emploi ont besoin pour trouver les employeurs qui embauchent. C'est un pas dans la bonne direction et, ensemble, nous pouvons obtenir des résultats positifs pour les Canadiens.

## **Innovation**

Les collèges sont satisfaits des engagements pris par le gouvernement en matière d'innovation au niveau collégial. Le gouvernement a fait preuve de leadership dans le budget de 2011 en reconnaissant le rôle essentiel joué par les collèges pour ce qui est d'aider les petites et moyennes entreprises à innover et à créer des emplois. Grâce au soutien accordé aux chaires de recherche industrielle dans les collèges, au nombre accru de projets de commercialisation réalisés conjointement par les collèges et les universités, à l'adoption par les PME des technologies de l'information et des communications, les collèges sont bien positionnés pour aider l'économie canadienne à réaliser une croissance économique soutenue. Il est prioritaire pour les collèges de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement en vue de la mise en œuvre réussie de ces programmes et de contribuer à assurer la compétitivité de l'économie canadienne à l'échelle internationale. Ces investissements marquent un pas dans la bonne direction mais il y a plus à faire pour aider à renforcer la productivité du Canada et à améliorer la compétitivité canadienne sur le marché mondial.

Étant conscients des défis financiers posés au gouvernement canadien, les collèges ne cherchent pas à obtenir de nouveaux fonds pour l'innovation mais demandent plutôt que les fonds déjà annoncés leurs soient versés. Dans le budget de 2011, le gouvernement a fait état des secteurs clés qu'il voulait aider à faire davantage dans le domaine de l'innovation. Parmi ceux-ci, mentionnons : la compétitivité de l'aérospatiale, la commercialisation des innovations en agriculture, l'énergie propre et l'efficacité énergétique, la recherche sur le climat et les conditions atmosphériques. Les collèges sont idéalement positionnés pour aider le gouvernement à atteindre son objectif en matière de stimulation de l'innovation dans ces secteurs clés. Nous sommes impatients de travailler avec le gouvernement pour assurer que les collèges puissent participer en aidant ces secteurs à innover, à créer des emplois et à être concurrentiels sur la scène internationale.

Les 150 collèges du Canada offrent un avantage concurrentiel unique au niveau international aux employeurs canadiens depuis plusieurs dizaines d'années. C'est en

raison de leurs relations privilégiées que les employeurs ont accès à des travailleurs mieux formés et plus compétents que n'importe où ailleurs dans le monde. Le Canada doit tirer pleinement profit des liens solides qui unissent les collèges et l'industrie pour bâtir une économie diversifiée et résiliente, basée sur la croissance de la productivité, qui égale ou dépasse celle de nos concurrents.

Les collèges attendent avec impatience les résultats de l'examen de l'appui fédéral à la recherche et au développement. Nous croyons que cet examen est important pour ce qui est de reconnaître l'avantage concurrentiel du Canada et le rôle important joué par les collèges pour ce qui est d'aider l'industrie à être concurrentielle.

Il convient de féliciter le gouvernement pour son écoute et pour ses encouragements stratégiques en faveur de l'innovation dans l'industrie. Les collèges sont prêts et disposés à contribuer à la reprise économique du Canada et à aider davantage de secteurs à innover. Nous sommes impatients de participer à des échanges sur le rôle que les collèges peuvent jouer en aidant les secteurs désignés dans le budget de 2011 à être davantage concurrentiels.

Le programme FedDev a été un succès et nous aimerions que ce programme d'innovation se poursuive et qu'un programme similaire soit mis en place pour FedNor.

## **Un investissement pour assurer des équipements de formation aux normes de l'industrie**

Une main d'œuvre hautement qualifiée est essentielle pour que le Canada soit réellement concurrentiel dans la nouvelle économie globale fondée sur l'innovation qui verra le jour à la suite de la crise économique actuelle. Pour pouvoir offrir des possibilités de formation plus nombreuses afin de répondre aux besoins de l'économie en main d'œuvre hautement qualifiée, le Canada doit veiller à ce que les collèges disposent d'équipements de formation qui satisfont aux normes de l'industrie et qui sont facilement accessibles à tous les apprenants. Cependant, en raison des contraintes financières des dernières années, on observe une dégradation au niveau de la pertinence et de la disponibilité du matériel d'enseignement dans les collèges. Les investissements visant à stimuler l'économie et le Programme d'infrastructure du savoir contribuent financièrement à la modernisation des installations dans les collèges mais une aide financière additionnelle de l'État est nécessaire pour assurer que, parmi ces nouvelles installations, se trouvent des laboratoires de grande qualité dotés d'équipements qui satisfont aux normes de l'industrie.

Les programmes dispensés dans les collèges exigent des équipements d'enseignement aux normes de l'industrie qui soutiennent l'apprentissage et grâce auxquels les diplômés qui arrivent sur le marché du travail possèdent des compétences à jour qui répondent aux besoins des employeurs. Les diplômés des collèges doivent être préparés pour des milieux de travail en évolution rapide dont la technologie est le moteur. De nombreux programmes collégiaux sont exigeants sur le plan technologique, utilisent largement des laboratoires et (ou) exigent des équipements spécialisés. Il faut des installations d'enseignement de grande qualité qui reflètent les normes du monde du travail et qui permettent aux étudiants d'acquérir les compétences dont ils auront besoin dans le cadre de leur emploi.

Il est nécessaire de renouveler en continu les équipements d'enseignement dans un large éventail de programmes dispensés dans les collèges. Les étudiants dans les

programmes techniques en génie mécanique, de fabrication, électronique, civil, chimique ou de l'environnement doivent mettre leurs connaissances en pratique au moyen d'équipements spécialisés. Étant donné les progrès rapides en sciences de la santé, il faut des installations et des laboratoires qui permettent d'appliquer la technologie dans le milieu d'enseignement. Un large éventail de programmes spécialisés dans de nombreuses disciplines, comme l'accueil ou les nouveaux médias, exigent des installations qui offrent des possibilités d'apprentissage pratiques. Des laboratoires informatiques et des équipements d'enseignement audio-visuels à la fine pointe offrent de meilleures expériences d'apprentissage.

Tandis que les industries changent et que la technologie évolue, les collèges doivent suivre le rythme pour que la main d'œuvre canadienne demeure concurrentielle. Une grande partie des équipements existants dans les campus des collèges sont démodés et ne permettent pas de former correctement les étudiants en conformité avec les normes de l'industrie; de plus, étant donné les budgets de fonctionnement restreints, nous ne pouvons pas remplacer les équipements usés ou désuets. Les programmes dans les nouveaux secteurs de spécialisation et l'augmentation des inscriptions ajoutent de la pression en faveur de nouveaux équipements de formation. Cette situation, pour sa part, entraîne une augmentation des stocks d'équipements et des installations qu'il faut entretenir et qu'il faudra, un jour, remplacer.

Les achats d'équipements exigent souvent une planification et une budgétisation faites à l'avance. Pour faciliter la planification et la budgétisation dans les collèges, nous proposons un investissement pluriannuel de 500 millions de dollars sur cinq ans. Cet investissement permettra aux collèges du Canada d'avoir des équipements de formation qui satisfont aux normes de l'industrie à l'appui des programmes collégiaux existants, nouveaux et spécialisés qui répondent aux besoins des étudiants tout comme des employeurs.